

## Les partis politiques réagissent

*L'annonce faite hier par le président de la République n'a évidemment pas laissé de marbre la classe politique. Pas de surprises, cependant, les partis avaient annoncé la couleur depuis plusieurs mois. Ceux de l'Alliance présidentielle (FLN- RND- MSP) soutiennent sans réserve. Seules voix discordantes, celles du RCD et du FNA et du FFS. Le parti de Saïd Sadi considère que la révision de la Constitution n'a pas été décidée pour garantir davantage de démocratie mais pour «satisfaire le clan de Bouteflika». Le numéro un du FNA, Moussa Touati, conteste quant à lui le choix de la voie parlementaire, car, explique-t-il, les changements qui vont être adoptés auraient dû être soumis à un référendum. Plus virulent, le premier secrétaire du FFS n'hésite pas à parler de logique de putsch.*

### KARIM TABBOU (PREMIER SECRÉTAIRE DU FFS) : **«On s'oppose à cette stratégie de putsch»**

«L'annonce de la révision de la Constitution par le chef de l'Etat n'a rien d'inédit. Une simple levée de suspense. Le pouvoir continue de veiller sur la pérennité du système. Cette décision ne change rien ni aux problèmes politiques, sociaux et économiques des Algériens, ni aux défis qui attendent notre pays. Mis à part le personnel habituel qui meuble l'arène du pouvoir, l'annonce de la révision de la Constitution n'apporte rien de positif à la population. Le système répète insidieusement et impunément les mêmes manœuvres : occulter les impasses politiques par le recours aux révisions, aux redressements et aux plébiscites. Les mêmes bricolages, les mêmes fourberies qui aboutissent aux mêmes résultats. Le pays est géré loin de toute norme politique. Les mêmes factions se relaient dans des alternances claniques par l'intrigue policière et la violence armée. Rien n'a été épargné aux Algériens, ni leurs richesses, ni leurs mémoires, ni leurs vies. Encore moins leur avenir. Fidèle à son engagement démocratique, le FFS s'oppose à cette stratégie d'accaparement, de putsch, de neutralisation et de régression politique et morale. Le FFS reste intransigeant sur les questions d'éthique politique, de démocratie et des droits de l'homme. C'est cette intransigeance qui l'a préservé de toute compromission ou complaisance avec le régime.»

### MOUSSA TOUATI (PRÉSIDENT DU FNA) : **«La voie référendaire était mieux indiquée»**

«Le président de la République a agi conformément à la Constitution en annonçant sa révision, mais selon mon analyse, il a omis un paragraphe important puisque le changement qu'il a évoqué le concerne directement. Il s'agit d'un changement pour ses propres intérêts et c'est pour cette raison qu'on s'oppose au fait que la Constitution soit modifiée par la voie parlementaire. La voie référendaire aurait certainement été mieux indiquée.»

### MOHAMED KHENDAK (CHARGÉ DE L'INFORMATION AU RCD) : **«C'est pour satisfaire le clan Bouteflika»**

«La révision de la Constitution était dans l'air du temps. La seule question qui mérite d'être posée aujourd'hui est de savoir si les changements visent à asseoir davantage de démocratie ou pour un troisième mandat. Pour le moment, nous n'avons pas de détails mais devant la gravité de la chose, devant l'opacité avec laquelle est gérée la chose publique et devant la reconnaissance d'un bilan négatif, le chef de l'Etat va vers cette révision pour satisfaire son clan et son projet. Le RCD reste disposé à lutter par tous les moyens pour la nation qui va aller vers l'inconnu.»

### MOHAMED BOUDJEMAA (CHARGÉ DE L'INFORMATION AU MSP) : **«C'était prévisible»**

«Ce n'est pas une surprise pour nous. C'est d'ailleurs pour cette raison que le parti a décidé de tenir son conseil national aujourd'hui même. Les membres du conseil national étudieront certainement la question.»

## Le FLN applaudit

Le Front de libération nationale a dans un communiqué salué l'initiative du président de la République «président du parti». Le FLN salue le choix de la voie référendaire et dit soutenir le président si ce dernier décidait de recourir «plus tard» à la voie référendaire pour aller vers une révision plus «profonde» en vue d'éclaircir les prérogatives des différents pouvoirs, de promouvoir le contrôle institutionnel et préserver les libertés individuelles et collectives.

## Le RND salue la décision

Dans un communiqué rendu public, quelques heures après l'annonce de la révision de la Constitution, le bureau national du RND a salué la décision annoncée par Bouteflika. Il a indiqué soutenir toutes les propositions évoquées par ce dernier. Mieux encore, le RND appelle ses élus dans les deux chambres du Parlement à se tenir prêt et à voter en faveur du texte qui leur sera soumis prochainement.

N. I.

## LIMITATION DES MANDATS PRÉSIDENTIELS Bouteflika fait sauter le verrou

**Abdelaziz Bouteflika a annoncé, hier, sa décision de recourir à une révision partielle de la Constitution par voie législative. Outre l'annulation de la limitation des mandats présidentiels, cette révision prévoit la réorganisation des relations entre les membres du pouvoir exécutif, la protection des symboles de la nation ainsi que l'instauration d'un système de quotas pour accroître la représentativité des femmes en politique.**

Tarek Hafid - Alger - Sièges de la Cour suprême. Après avoir prononcé un long discours consacré au secteur de la justice, le chef de l'Etat a déclaré, hier, officiellement ouverte l'année judiciaire. Abdelaziz Bouteflika ne regagne pas sa place, mais reste appuyé sur le pupitre. Il regarde solennellement l'assistance, boit un grand verre d'eau puis aborde le sujet qui tient en haleine toute la classe politique depuis plusieurs années : la révision constitutionnelle. «En de multiples occasions, depuis 1999 et 2004, j'avais exprimé mon souhait de revoir la Constitution lorsque les circonstances le permettraient. Comme chacun le sait bien, les constitutions sont le produit de l'effort humain. Elles sont donc à même d'être améliorées et perfectionnées. Elles sont l'expression de la volonté des peuples à un moment précis de leur histoire. Elles sont aussi une incarnation de la philosophie et de la vision civilisationnelle de la société qu'ils projettent», a indiqué Bouteflika en guise de préambule.

#### Retards

Sans entrer dans les détails, il a reconnu que son projet de révision a dû être ajourné à plusieurs reprises. «Lorsque j'avais exprimé mon souhait de revoir la Constitution, j'avais alors indiqué les motifs qui imposaient la nécessité de l'adapter aux étapes à venir. Et malgré ma

profonde conviction quant à la nécessité de la revoir dans les meilleurs délais possibles, le poids des engagements autant que les priorités nationales ou encore la multiplicité des consultations ont empêché la réalisation de cet objectif et imposé de ce fait de la pondération. A ce moment-là, nos préoccupations étaient toutes tendues vers la lutte contre le terrorisme, la consécration de la politique de concorde civile et de réconciliation nationale et la prise en charge des effets de la tragédie nationale. J'ai donc préféré accorder l'entière priorité aux préoccupations du citoyen et à la résolution de ses problèmes ainsi qu'à la poursuite des grandes réformes nationales et des grands projets de développement avec le souci de leur réalisation à temps.

#### «Enrichissements»

Concrètement, cette révision — son initiateur préfère utiliser le terme «enrichissement» — tournera autour de trois axes principaux. Le premier consiste à «permettre au peuple d'exercer son droit légitime à choisir ses gouvernants et à leur renouveler sa confiance en toute souveraineté, tant il est vrai que nul n'a le droit de limiter la liberté du peuple dans l'expression de sa volonté, car la relation entre le gouvernant élu et le citoyen électeur est une relation de confiance profonde, réciproque, basée sur le choix populaire, libre et convaincu». Même s'il ne le dit

pas ouvertement, cette nouvelle disposition annulera l'article 74 qui stipule que «la durée du mandat présidentiel est de cinq ans» et que «le président de la République est rééligible une seule fois». En clair, Abdelaziz Bouteflika fait sauter le verrou constitutionnel qui l'empêchait de briguer un troisième mandat. Le second axe concerne «la réorganisation, la précision et la clarification des prérogatives et des rapports entre les constituants du pouvoir exécutif». Abdelaziz Bouteflika n'a pas donné de détails sur les changements qu'il compte introduire. Il a juste précisé que ces modifications ne toucheront pas «aux équilibres des pouvoirs».

«Un pouvoir exécutif doit être fort, uni et cohérent, à même d'assumer ses responsabilités et de décider avec célérité et efficacité, de sorte à éviter les dualités et les contradictions et de dépasser les effets négatifs induits par l'incapacité à coordonner certains programmes. Ces dualités et ces contradictions conduisent finalement à l'émiettement et à la dissolution de la responsabilité et au chevauchement des décisions, induisant par la même un retard dans l'exécution des programmes et la réalisation de nos projets portant ainsi atteinte aux intérêts du peuple et de la nation». Il faudra attendre la lecture du projet de révision pour connaître la teneur exacte des amendements qui seront introduits. On saura donc dans les semaines à venir si l'on va vers la création du poste de vice-président et si le responsable de l'exécutif aura le statut de Premier ministre.

#### Symboles

Le troisième axe de cette révision sera consacré exclusivement «aux symboles et aux

constantes de la nation». «La protection des symboles de la glorieuse Révolution devenus aujourd'hui les symboles constants de la République, en ce qu'ils représentent comme héritage éternel pour l'ensemble de la nation afin que nul ne puisse y toucher, les altérer ou les manipuler, et ce en conférant à ces symboles la place constitutionnelle qui leur est due».

Il y a lieu de noter que ce point n'a jamais été évoqué depuis juillet 2006, date à laquelle Bouteflika avait annoncé sa volonté de revoir la loi fondamentale. Il semblerait que cette question s'est imposée suite à la polémique sur le nombre de martyrs de la Révolution.

#### Représentativité

Bouteflika a également pensé à la gent féminine. Annoncée en «annexe», l'instauration de quotas pour permettre aux femmes d'accroître leur représentativité en politique. «Vous vous souvenez qu'à l'occasion de la Journée mondiale de la femme, j'avais loué l'importance des acquis méritoires réalisés par la femme algérienne ainsi que la place distinguée qu'elle a gagnée durant la glorieuse lutte pour la libération nationale et son immense sacrifice à cette fin (...) Nous avons donc veillé à ce que le projet de révision constitutionnelle comporte une disposition nouvelle consacrée à la promotion des droits politiques de la femme et à l'élargissement de sa représentation dans les assemblées élues, à tous les niveaux» a-t-il lancé avant de clôturer son intervention.

Un discours longuement applaudi par une assistance persuadée d'avoir été témoin d'un événement historique.

T. H.

## Le président s'offre un autre mandat

**L'élection présidentielle d'avril 2009 ne sera vraisemblablement pas orpheline de la candidature du président de la République en exercice, Abdelaziz Bouteflika. Ce dernier a entrepris officiellement de s'offrir la possibilité de se porter candidat. Trouvera-t-il, cependant, des concurrents pour valider, politiquement s'entend, la compétition ?**

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - L'on sait de prime abord que, parmi les chefs de partis, trois au moins s'abstiendront de rivaliser avec Bouteflika. Il s'agit des secrétaires généraux du Front de libération nationale (FLN) et du Rassemblement national démocratique (RND), Abdelaziz Belkhadem et Ahmed Ouyahia, en l'occurrence, ainsi que du président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Aboudjerra Soltani. Leurs formations politiques configurant l'Alliance présidentielle, ces derniers ont de tout temps affirmé qu'ils ne compteront jamais parmi les candidats qui disputeront le trône à Bouteflika. Ils comprennent leurs ambitions propres pour apporter soutien au président Bouteflika.

Pour sûr, ils seront là pour animer sa campagne électorale, le moment venu, dans un effort synergique avec les animateurs d'organisations de la société civile, notamment de celles se réclamant

de la famille révolutionnaire. Donc, de ce côté-ci de la classe politique nationale, le candidat Bouteflika n'a aucune rivalité à craindre. Mais si ces soutiens affirmés l'aideront au plan électoral, ils ne servent pas à le tirer d'affaire concernant la compétition elle-même. Car, pour mettre les formes dans cette élection qui le verrait, au bout, assurément, reconduit dans ses fonctions, le candidat Bouteflika a besoin que s'alignent d'autres compétiteurs. Et des leaders de partis, seul le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, a, jusque-là, décliné une velléité d'affronter Bouteflika. Même si, ces jours derniers, il s'affiche moins disponible pour une telle aventure. D'ailleurs, il n'acquiesce pas au raccourci pris par Bouteflika pour faire sauter le verrou qui l'empêchait de postuler à sa propre succession à la tête de l'Etat.

Moussa Touati aurait souhaité que le peuple soit directement consulté, non pas par Parlement interposé comme Bouteflika a choisi de faire. Pour sa part, débordante d'activités, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, ne fait pas de l'abstention de concourir un principe. Mais elle se garde bien d'afficher nettement une intention de s'inscrire dans la compétition. Ce qu'elle avoue en revanche ouvertement c'est son indifférence, voire son adhésion à l'amendement de la Constitution dans le sens d'enrayer la limitation des mandats présidentiels.

Un président ad vitam ne dérange pas outre mesure la patronne du PT. Le

Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), qui souligne nettement sa place dans l'opposition, pourrait boudier l'élection présidentielle comme il l'a fait en 1999 déjà. Le parti reste franchement opposé à un autre mandat pour Bouteflika. Il s'en tient au principe qui voudrait que les mandats présidentiels soient limités à deux consécutifs, comme il est disposé dans la Constitution actuelle et que Bouteflika s'apprête à amender. On voit mal, après cela, Saïd Sadi compter parmi les rivaux de Bouteflika en avril 2009. Il n'est, par ailleurs, pas attendu de candidature du côté du Front des forces socialistes (FFS) qui, déjà, parle de putsch. On voit mal, en effet, Aït Ahmed, qui dénonça l'élection de 1999 en se retirant de la course en compagnie de 5 autres candidats et qui boycottait celle de 2004, se prononcer pour une candidature de son parti pour avril 2009. Qui pourrait donc servir de lièvre à Bouteflika ? Des personnalités politiques nationales ? Peut-être. Mais il reste que ces dernières ne sont pas nombreuses à vouloir jouer aux perdants.

En tout, Mouloud Hamrouche, lui qui pourrait au besoin bénéficier de l'apport électoral du FFS, ne s'est jamais déclaré intéressé par jouer les seconds rôles. Ahmed Taleb Ibrahimi, Abdallah Djaballah ? Ils n'ont pas refusé de servir d'alibi en 1999 pour, dix ans après, accepter le rôle. Aussi, en amendement la Constitution, Bouteflika s'offre pratiquement un troisième mandat.

S. A. I.